PALESTINE – SOLIDARITÉ

http://www.palestine-solidarite.org

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Géopolitique et stratégie

N° 539 du 03.07.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.
2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal
a) sur mes blog : http://www.dhblogs.be/categories/International.html
http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html
b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm
c) sur le site de Robert Bibeau : : http://www.robertbibeau.ca/palestine.html
d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com
NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part
L'OTAN aurait dû défendre la Turquie face à Israël.
1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.
1-1 Flottille:
1 "Israël" crée sa propre commission d'enquête, du café sans caféine.
2 Flottille: Paris juge positive la commission d'enquête israélienne…
3 Des mensonges israéliens pour justifier l'attaque meurtrière contre la flottille.
4 L. Moulard : Le Cynique, la Tortue et l'Imbécile.
5 Sanctionner Israël : Lancement de mandats d'arrestation à travers le monde entier?
6 La Belgique, complice de crimes de guerre ?
2 Annexe
2-1 Nidal : La « mouvance pro-palestinienne » - Les mots sont importants.
2-2 Des Juifs contre Israël aux USA : plus nombreux, plus affichés, plus organisés.
2-3 Holger Apfel : "il faut arrêter l'industrie de la shoah".
2-4 Chut! Détournement d'uranium hautement enrichi par un Etat voyou.
2-5 Richard Gazarik : Relance de l'hypothèse d'un lien dans l'ouest de la Pennsylvanie avec le nucléaire israélien.
2-6 Protestez contre la politique discriminatoire de la répartition de l'eau.
2-7 Chavez devant Assad:Israël est un pays de crimes qui sera mis à sa place un jour.
2-8 Quand la drogue devient une arme de guerre...

Tiré a part

L'OTAN aurait dû défendre la Turquie face à Israël.

Dans le monde versatile des alliances, il y a des attitudes qui laissent perplexe et celle de l'OTAN en est une : le raid meurtrier de la marine sioniste contre la flottille d'aides humanitaires pour Gaza aurait dû susciter une action concertée, de la part de l'Alliance, dans la mesure où la Turquie en est un membre actif et qu'à ce titre, elle a le droit de bénéficier de la protection de ses alliés.

Dans un récent article paru sur le site web « Information Clearing House », l'Américain William Blum, écrivain et historien de formation, relève ce paradoxe : pour lui, le désastre qui s'est produit, dans les eaux de la Méditerranée, est la conséquence logique de la double tragédie qu'a connu le Judaïsme, au siècle dernier, la tragédie de l'holocauste et celle de la création d'Israël. Au vu des événements qui rythment les relations internationales, Blum ne peut qu'avoir une vision très noire de l'avenir du monde. « Le monde où nous vivons semble aller droit à la confrontation. », estime-t-il. « Imaginez que la Turquie, en qualité de membre de l'Alliance Atlantique Nord appelle celle-ci à la rescousse, pour faire face à une agression armée de Tel-Aviv ; cet appel à l'aide ne peut, par principe, être ignoré, en vertu de l'article 5 de la Charte fondatrice de l'Organisation, le même article qui a servi de référence aux pays membres, pour qu'ils prêtent main forte aux Américains, une fois ceux-ci engagés, dans la guerre en Afghanistan, suite aux attentats du 11 septembre 2001. » Et Blum d'ajouter : « Car peut-on appeler autrement qu'un « casus belli », clair et net, à l'adresse d'Ankara, le fait qu'un navire immatriculé, en Turquie, et transportant des aides humanitaires, pour une population encerclée, soit pris d'assaut, dans les eaux internationales, et qu'il y perde, de surcroît, 9 de ses passagers, au cours d'un combat inégal ?… »

« Mais la réalité est que l'OTAN ne renoncera jamais à soutenir Israël. », reconnaît l'auteur. « Dire que les Américains, les Britanniques, les Français ou les autres Etats membres appuieraient, militairement, la Turquie, si, d'aventure, celle-ci en formulait la demande, relève de la puérile crédulité. Ce refus occidental sera, d'ailleurs, justifié, de la manière la plus ridicule qui soit. Seront avancés des arguments les uns plus illogiques, plus abracadabrants que les autres, et les alliés finiront par dire qu'aucune action n'est possible ». Mais quelle sera la réaction turque ?

« Dans une seconde phase, pronostique Blum, la Turquie pourrait être tentée d'appeler ses partenaires, au sein de l'OTAN, à abandonner leur soutien tous azimuts à Israël, mais a-t-elle quelque chance d'être entendue ? Bien sûr que non. Là aussi, comme ailleurs, la fin de non recevoir sera catégorique, car il n'est pas question de délaisser Israël, seul, face à ses déboires, dans un monde, où toute prise de position anti-sioniste est taxée d'antisémitisme. »

Selon Blum, la réaction la plus logique que les Turcs devraient manifester, face à ce rejet, consisterait à ce qu'ils claquent, tout bonnement, la porte, à l'OTAN, une alliance qui n'a d'alliance que le nom. Si Ankara opte pour cette option « radicale », son exemple risque d'être suivi par l'Azerbaïdjan et cinq autres petites républiques d'Asie centrale, « furieuses, elles aussi, de voir leurs intérêts faire toujours l'objet de compromissions entre les grandes puissances ». Pour l'auteur, « ce désistement général ne peut que déboucher sur une profonde crise de confiance, au sein de l'OTAN, avec, à la clé, l'émergence des questions sensibles que les petits membres évitaient, jusque là, de se poser. Ces derniers pourraient se demander, par exemple, pourquoi ils devraient s'impliquer là où les Américains le veulent, en Afghanistan, au Kosovo, en Irak, sous prétexte que la sécurité nationale du Big Brother est visée ? Cette grande interrogation fait, d'ailleurs, écho à celles posées, il y a quelques jours, par Charlie Rose, au vice-Président américain, Joe Biden, à un vice-président monté sur ses grands chevaux et qui prétendait : « Il faut exercer un maximum de pression sur Israël, de façon à ce qu'il autorise le transit de matériau de construction vers Gaza. », Rose a rétorqué : « Et bien M. le vice-président, que veut dire, exactement, exercer des pressions ? Avez-vous menacé Israël de lui couper les centaines de milliards d'aides militaires et économiques qui lui sont destinés, chaque année ? Avez-vous inséré le nom des autorités israéliennes sur la liste noire des gens qui sont interdits d'accès au territoire américain ou qui risquent de voir bloqués leurs comptes bancaires ? Tout le monde connaît le bilan catastrophique d'Israël, en matière des Droits de l'Homme ; c'est un gouvernement qui a à son actif le crime de guerre et le crime contre l'humanité. Ce sont des fautes graves, passibles de poursuite judiciaire, dans tout pays démocratique. Avez-vous réclamé que de telles poursuites soient engagées, à l'encontre des officiels israéliens, quand ils se rendent sur le territoire américain ou dans d'autres Etats démocratiques ? et puis, comment se fait-il que les Etats-Unis d'Amérique n'ont pas, eux-mêmes, pris l'initiative d'exporter des matériaux de construction vers Gaza ? »

Selon Blum, le double langage de l'administration américaine et son laxisme, face à Israël, finiront par scandaliser les Américains, car, comment la conscience collective de la société peut-elle se conformer à des contractions aussi flagrantes que celles-ci : « Alors qu'Israël qualifie de terroristes les pacifistes, à bord de la « flottille de la liberté », ceux là même qui ont tenté les mains nues de se défendre, face à l'assaut de ses commandos, les Américains, eux, se souviennent des passagers de l'avion détourné, le 11 septembre 2001, comme autant de héros, pour avoir cherché à désarmer les preneurs d'otages. »

Blum en vient, d'ailleurs, à dépoussiérer deux autres affaires identiques à celle de la « flottille de la liberté ». « En 2009, écrit-il, la marine sioniste s'est attaquée à un bateau transportant des médicaments qui voguait dans les eaux internationales vers Gaza ; une ancienne congressiste, Cynthia McKinney, se trouvait à bord. Quelque 28 ans plus tôt, c'est-à-dire, en 1967, une attaque similaire de la marine sioniste visait un autre navire américain, « USS Liberty ». Le raid a couté la vie à 34 Américains et en a blessé 173 autres ». Et Blum poursuit : « Quelle fut la réaction du Président Nixon, à l'époque, presque la même que celle du Président Obama, à savoir, un petit coup de colère suivi de vains regrets ».

« On aurait aimé que, dans le cas de la « flottille de la liberté », la ministre des A.E, Hillary Clinton, s'en prenne à Israël, un peu comme elle l'a fait, face à la Corée du nord. A Pyongyang, qui venait de frapper un navire de son voisin du sud, elle a lancé une mise en garde catégorique, « comme quoi les Nord-Coréens feraient mieux de renoncer à ce genre de provocations et de menaces et de s'engager, sagement, sur la voie du démantèlement de leurs armes nucléaires. Clinton a, clairement, laissé entendre que le raid ne resterait pas sans impacts sur le pays qui l'a planifié…. ». « Pour quelle raison, se demande Blum, la diplomatie américaine ne tient pas un langage similaire envers Israël, alors que ce pays n'a pas hésité à revendiquer, haut et

fort, l'opération armée contre le convoi maritime pour Gaza et qu'il reconnaît lui-même avoir en sa possession des bombes atomiques. »
A la fin de son article, Blum relève l'hypocrisie du président, quand Obama annonce que « personne n'est au-dessus des lois », mais qu'il refuse, dans le même temps, de donner son aval à une action en justice contre Bush et Cheney ; ou encore, lorsqu'il affirme que « l'avenir n'appartient pas aux pays qui stockent les missiles », alors que l'arsenal américain ne cesse de s'agrandir, de jour en jour. « Le temps est, peut-être, venu, pour que les Américains cessent de jouer les incrédules. Il est grand temps, pour eux, de se dresser contre ceux qui les prennent pour des imbéciles.»
18 Juin 2010
http://french.irib.ir/

---

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Flottille:

1 "Israël" crée sa propre commission d'enquête, du café sans caféine.

"Israël" qui a catégoriquement rejeté le principe d'une mission d'enquête internationale a annoncé la création de sa propre "commission d'enquête".
Celle-ci sera dirigée par un juge en retraite de la Cour Suprême israélienne, Yaakov Tirkel, 75 ans, et comprendra deux "observateurs" étrangers, mais qui n'auront même pas le droit de voter sur les travaux et les conclusions de la commission.
Le mandat de ces deux étrangers: Lord Trimble, ancien chef du Parti unioniste d'Ulster (protestant), et Ken Watkin, un ex-avocat général de l'armée canadienne sera également limité.
La mise en place de cette "commission publique", approuvé à l'unanimité par le gouvernement israélien, répond à deux impératifs, a expliqué lundi le Premier ministre Benjamin Netanhyahu: "Préserver la liberté d'action de nos soldats et prouver que nos actions étaient de caractère défensif et donc justifiées" sur le plan du droit international, selon ses prétentions.
Netanyahu a confirmé que ladite commission ne pourrait interroger directement les militaires impliqués, à l'exception du chef d'état-major Gaby Ashkénazi.
Selon un communiqué du bureau du Premier ministre Benjamin Netanyahu, cette commission aura pour mission d'"enquêter sur les aspects relatifs à l'action entreprise par "Israël" pour empêcher des navires d'atteindre les côtes de Gaza". Le gouvernement Netanyahu attend avant tout d'une telle commission une justification légale et à postériori du raid meurtrier.
Le communiqué explique que cette commission, qui pourra auditionner "n'importe quelle personne ou organisation", se penchera sur "les raisons sécuritaires à l'origine de l'imposition du blocus maritime de Gaza et la conformité de ce dernier au droit
international". De même, elle vérifiera si l'arraisonnement du 31 mai pour appliquer le blocus maritime a respecté la législation internationale.
Enfin, elle "examinera les actions des organisateurs et des participants de la flottille, et établira leurs identités". Israël a accusé les passagers de la "Flottille de la liberté" qui s'étaient défendu d'avoir "déclenché les violences", et pour certains d'être liés à des soi-disant "organisations terroristes".
Cependant, les médias et des juristes israéliens ont critiquée la création d'une telle commission avant même sa naissance, la jugeant "peu crédible".
Un ancien ministre de la Justice et juriste reconnu, Amnon Rubinstein, a ainsi affirmé que "de même qu'il existe du café sans caféine, il existe des commissions d'enquête sans enquête".
Le Yediot Aharonot, titrait dès la semaine dernière sur une "commission light". "Ce ne sera pas une commission d'enquête, cela se résumera au mieux à un séminaire docte sur des questions de droit international", affirmait son éditorialiste.
Attendue depuis des jours, la décision, annoncée tard dimanche soir, survient après des négociations apparemment ardues avec l'administration Obama.
Dimanche, Ottawa et Washington ont salué la création de WASHINGTON ET OTTAWA SALUENT LA CREATION DE CETTE COMMISSION cette commission la qualifiant d'"important pas en avant". Les Etats-Unis ont en outre souhaité que ses travaux soient terminés "rapidement" et ses conclusions présentées à la communauté internationale.
Rappelons que le 31 mai à l'aube, la marine israélienne avait intercepté dans les eaux internationales une flottille chargée d'aide qui tentait de "briser" le blocus de la bande de Gaza imposé par "Israël" depuis 4 ans. Neuf activistes turcs sont tombés en martyre lors de cet assaut.
14/06

2 Flottille: Paris juge positive la commission d'enquête israélienne…

La présence d'observateurs internationaux, qui n'auront même pas le droit de voter sur les travaux et les conclusions de la commission créée par "Israël" "est un élément positif", c'est ce qu'a estimé, lundi, le ministère français des Affaires étrangères.
"Nous espérons que cette commission sera, conformément à la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité des Nations unies du 1er juin, en mesure de mener des travaux crédibles, transparents, impartiaux et dans le respect des normes internationales", a ajouté la porte-parole adjointe du Quai d'Orsay, Christine Fages en réponse à une question pour savoir si cette commission répondait aux attentes françaises.

Le gouvernement israélien a approuvé lundi à l'unanimité la création d'une "commission publique", avec la participation de deux observateurs étrangers, pour enquêter sur le raid.
La commission, présidée par le juge en retraite de la Cour Suprême israélienne, Yaakov Tirkel, 75 ans, a pour mission d'examiner la conformité de l'arraisonnement israélien et du blocus maritime imposé depuis quatre ans contre la bande de Gaza, avec le droit international.
14/06/2010.
http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=142047&language=fr

3 Des mensonges israéliens pour justifier l'attaque meurtrière contre la flottille.

Mentir pour se sortir du pétrin est une spécialité sioniste par excellence.
Depuis l'attaque meurtrière contre la flottille, les dirigeants en sortent de toutes les couleurs pour la justifier. Des mensonges tellement gros qu'ils sont incroyables.
Il en est ainsi pour la dernière déclaration du chef des renseignements israéliens Youval Diskin, lequel a prétendu que le Hamas et le Jihad islamique ont désormais en leur possession quelques 5000 roquettes d'une portée de 40 Km.
Selon le chef du Shin Beth, "la plupart des roquettes sont produites localement. Le Hamas dispose de 4.000 roquettes et le Jihad islamique d'un millier. Des dizaines de roquettes ont été passées en contrebande par des tunnels. Le Hamas dispose en outre de quelques roquettes d'une portée supérieure à 40 km qui peuvent atteindre le centre d'Israël".
S'exprimant lors d'une réunion de la commission de la Défense et des Affaires étrangères du Parlement israélien, Diskin donnait ce chiffre, sans en préciser les sources, dans la perspective de contrecarrer les efforts européens pour alléger le blocus qui fait l'objet de tentatives de plus en plus osées de la part de militants internationaux pour le briser.
"Un éventuel allégement des procédures pour l'importation de marchandises à partir d'Israël ne poserait pas de problème. La contrebande dangereuse pour la sécurité d'Israël passe par les tunnels reliant le Sinaï (égyptien) au sud de la bande de Gaza", a-t-il ajouté.
Selon le chef du Shin Beth, le Sinaï "attire les réfugiés d'Al-Qaïda qui arrivent d'Irak en passant par la Jordanie. Toute sorte d'autres terroristes venant de la bande de Gaza s'y retrouvent aussi de même que des complices du Hezbollah libanais".
Sachant que durant l'offensive israélienne Plomb durcie contre la Bande de Gaza, déclenchée pour contrecarrer les roquettes palestiniennes, ces dernières ont été presque inefficaces.
En témoigne le nombre des tués israéliens qui n'ont pas dépassé les 13, alors que le nombre des victimes palestiniennes s'est élevé à 1300.
De plus le fait d'avancer le chiffre de 5.000 roquettes relève d'un mensonge tellement gros qu'il se renverse contre ceux qui le profèrent. Il insinue que le blocus imposé contre la Bande de Gaza a été inefficace et justifie non pas sa poursuite, mais sa levée !! Car inefficace !
http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=142314&language=fr V

4 L. Moulard : Le Cynique, la Tortue et l'Imbécile.

Les cyniques diront que rien ne bouge avant qu'il n'y ait un mort.
Et les cyniques ont raison.
Mais les cyniques ajouteront que le conflit israélo-palestinien dure depuis si longtemps que même les neuf morts de la flottille humanitaire Free Gaza ne vont pas être suffisants pour créer l'impulsion mettant fin à cette guerre fratricide. Et les cyniques préciseront que les neuf morts étaient turcs, et qu'en relations internationales, qu'on le veuille ou non, un Turc ne vaut pas un Américain. Qu'aurait fait Obama si, à la place des Turcs, neuf Américains étaient morts ?
Au lieu de se concentrer sur le substitut qu'a constitué le blocus de Gaza, il n'aurait peut-être pas transigé sur la commission d'enquête "internationale et indépendante" et aurait imposé cette proposition de l'ONU à Israël.
Mais revenons à notre mouton, car ces neuf morts ont participé à ébranler un peu plus le tabou israélien aux Etats-Unis.
Pendant des années, le débat aux Etats-Unis a été étouffé voire muselé par les puissants lobbies juifs américains, en particulier l'*AIPAC* (*American Israel Public Affairs Committee*).
Tout discours sur Israël passait au travers d'un spectre binaire : soutien à la politique de Tel-Aviv ou ennemi de l'Etat hébreux, voire antisémite. Et quand bien même ceux qui montaient au créneau pour critiquer la politique israélienne étaient juifs - comme les journalistes de gauche Tony Judt, Eric Alterman ou le centriste Joe Klein - étant difficile de les taxer d'antisémitisme, on a créé rien que pour eux une nouvelle appellation contrôlée : "*self-hating jew*" (juif qui se déteste). Voilà comment discréditer quiconque voulant remettre en cause le meilleur allié des Etats-Unis.
Situation familière à la situation française - mais n'allons pas trop vite en besogne -, les Américains se voulaient plus royalistes que le roi. Journaliste dans le magasine de gauche *The Nation*, Eric Alterman expliquait, il y a 3 ans : "Pendant des années, nous avons vécu une situation ubuesque : il y avait davantage de débat et de liberté de ton dans la presse israélienne que dans les médias américains."
Les années Bush n'ont pas aidé, la politique des néocons au Moyen-Orient suivant pratiquement les contours de la politique du parti conservateur israélien mené par Ariel Sharon puis Benyamin Netanyahu, le Likoud.
Le journaliste de *Mediapart* Thomas Cantaloube explique : *"Mearsheimer et Walt (qui ont publié le livre Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine, en 2007) et, dans leur foulée l'ex-président Jimmy Carter, auteur en 2007 d'un ouvrage, Palestine : la paix, pas l'apartheid, ont donc subi la volée de critique réservée à ceux qui ne suivaient pas l'alignement des politiques américaines et israéliennes. Mais comme ces auteurs étaient plus difficiles à faire taire, ou même à écarter à coup d'insultes, que d'autres penseurs critiques comme Noam Chomsky ou Norman Finkelstein, la tonalité du*

débat a commencé à changer".
S'ensuit la création du lobby juif de gauche J-Street, l'intense activité des blogueurs et des événements importants au Moyen-Orient : la guerre au Liban en 2006, la guerre de Gaza, le rapport Goldstone et aujourd'hui, le raid meurtrier sur la flottille humanitaire Free Gaza.
Et Cantaloube d'ajouter : "Les juifs américains n'ont plus à choisir entre Bush et Sharon mais entre Obama et Netanyahu."
Mais bien que des voix s'élèvent aux Etats-Unis pour mettre en garde contre le danger stratégique que représente un soutien inconditionnel à Israël (à savoir le général Petraeus face au Congrès et l'ancien diplomate Anthony Cordesman dans une tribune reprise par le journal le Monde sous le titre *"*Israël est-il devenu un risque stratégique pour les Etats-Unis"), la relation presque consanguine entre les deux Etats dépasse le cadre rationnel du réalisme. S'ajoute à cela l'énorme poids financier de l'AIPAC au Congrès, le lobby pro-israélien finançant les campagnes électorales de dizaines de sénateurs et représentants.
Le processus pour infléchir les esprits et la politique américaine prendra donc des années, mais aujourd'hui, on en est au point où le plus petit mouvement est bon à prendre.
En France, un débat monopolisé par quelques intellectuels médiatiques
Suite au raid meurtrier et à l'ouvrage de Régis Debray publié fin mai et intitulé *A un ami israélien* (en l'occurrence à Elie Barnavi, ancien ambassadeur d'Israël en France), la scène médiatique française a été le lieu de nombreux débats, en grande partie monopolisés par les intellectuels habituels du genre Bernard-Henri Lévy, Claude Lanzmann, Alain Finkelkraut...
Elisabeth Lévy, journaliste au *Point*, s'est jointe à la meute en accordant une interview à Lanzmann intitulée "*D*ebray ne comprend rien à Israël". Sur Médiapart encore, Debray s'exprime : "Je m'attendais à pire, l'accueil fut moins virulent que je ne le pensais. Le Crif, Lanzmann, les radios communautaires ont accompli leur devoir : ce sont des fanatiques qui rencontrent une culpabilité française, tout simplement. Leur prépondérance médiatique s'accorde avec une sorte de repentance. Je trouve savoureux de voir Lanzmann, juif français plus israélien que les Israéliens, m'accuser de ne rien comprendre à Israël, dont un ancien ambassadeur en France, Elie Barnavi, me crédite d'avoir pigé l'essentiel. C'est symptomatique de l'hiatus entre l'extrémisme de la diaspora et le réalisme autochtone."
Bien sûr, les critiques professionnels peuvent finir par être ennuyeux, mais de la part d'intellectuels, on pourrait s'attendre à un peu plus d'argumentation que "*comment voulez-vous discuter avec le Hamas ? C'est une organisation terroriste qui veut et qui prône la destruction d'Israël. Et vous voudriez discuter avec eux ?*" (Elisabeth Lévy).
Une argumentation qui se mort la queue sans jamais interroger le bien-fondé d'un consensus qui veut qu'on ne discute pas avec les méchants pour les punir de leurs mauvaises paroles. Bien sûr, les mots ont un poids, mais que se cache-t-il derrière la rhétorique du président Ahmadinejad et celle du Hamas sur la destruction de l'Etat hébreux ? Une surenchère médiatique destinée à placer l'Iran dans une position de tête de la contestation internationale face à une certaine hégémonie occidentale, et le Hamas dans un position de tête de la contestation palestinienne face à Israël, devant le Fatah, parti du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas.
A côté de cela, lorsque l'on s'interroge sur les moyens possibles pour montrer à Israël son désaccord, on boycotte des films israéliens dans les festivals internationaux et dans des cinémas comme la chaîne Utopia, quand bien même le milieu artistique israélien est l'un des plus critiques à l'égard du gouvernement israélien et produit des œuvres comme *Valse avec Bachir*, sur le rôle qu'a tenu Tsahal lors du massacre de Sabra et Chatila en 1982.
Puis le romancier suédois Henning Mankell, qui a participé à la flottille Free Gaza, se demande s'il ne va pas interrompre la traduction de ses romans en hébreu, punition évidemment très douloureuse pour le gouvernement israélien, et des musiciens annulent leurs spectacles en Israël alors qu'ils auraient ainsi eu une fenêtre relativement sûre pour apporter de l'air frais et quelques critiques bienvenues à l'Etat hébreu.
Décidément, les Palestiniens ne sont pas aidés.
L. Moulard
17/06/2010
http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=4922

5 Sanctionner Israël : Lancement de mandats d'arrestation à travers le monde entier?

Nations Unies, le 4 juin 2010 (IPS).
Si, tel que nous le pensons, le Conseil de sécurité de l'ONU reste politiquement impuissant et refuse de sanctionner Israël pour le meurtre de neuf civils pro-palestiniens tués sur un bateau acheminant de l'aide humanitaire à Gaza, quelles sont les autres avenues possibles?
Des sanctions formelles et informelles venant des différents États, un à un?
Le lancement de mandats d'arrestation à travers le monde entier?
Deux experts en droit constitutionnel, le Professeur Richard Falk, Rapporteur spécial de l'ONU concernant les Territoires Occupés et Micheal Ratner, Président du Centre newyorkais pour les Droits Constitutionnels, évoquent différentes possibilités.
L'impasse au Conseil de sécurité de l'ONU doit rappeler aux forces de la société civile que la justice pour les Palestiniens ne peut être obtenue que par une résolution de conflit de la base vers le sommet telle que la campagne de délégitimation qui a si bien marché dans la lutte pour vaincre le racisme en Afrique du Sud, déclarait Falk.
À la question demandant comment punir ou pénaliser Israël pour les atrocités commises, si des actions doivent être prises en dehors du Conseil de sécurité de l'ONU, Falk a précisé qu'il y avait deux types de réponses punitives possibles :
Premièrement, par la mise en place de solides initiatives diplomatiques telle que la détérioration des liens commerciaux et de relations relatives à la sécurité d'Israël ainsi que l'avance la Turquie et d'autres États. Des États peuvent aussi adopter des sanctions formelles ou informelles à son endroit.

Deuxièmement, par le biais d'initiatives de la société civile ayant pour objectif la délégitimation d'Israël tel que par un tribunal citoyen, de dire Ratner, où les citoyens blessés de divers pays peuvent lancer, chacun de leur pays, des poursuites judiciaires visant les responsables israéliens qui ont commandé ces attaques dont ils ont été victimes dans les eaux internationales.
«Des mandats d'arrêts internationaux devraient être lancés contre eux. Les dirigeants israéliens doivent comprendre qu'ils peuvent se prévaloir d'une impunité en Israël, mais qu'ils sont en périls lorsqu'ils en sortent » a-t-il dit.

Adapté de : « A Global Civil Society Campaign to De-Legitimise Israel? », écrit par Thalif Deen et publié le 4 juin 2010 par l'Agence Inter Press Service (IPS).

PAJU (Palestiniens et Juifs Unis) no 488 le 18 juin 2010
http://www.ipsnews.net/news.asp?idnews=51724
Distribué par PAJU (Palestiniens et Juifs Unis)
WWW.PAJUMONTREAL.ORG

6 La Belgique, complice de crimes de guerre ?

A la suite de l'attaque meurtrière israélienne sur la flottille humanitaire Free Gaza, une "carte blanche" (texte ci-dessous) a été rédigée par des professeurs d'Universités et divers acteurs de la société civile.
La publication de ce texte a été refusée par les deux quotidiens belges francophones de référence, Le Soir et La Libre Belgique ainsi que par le quotidien français Le Monde.
L'argument avancé par les trois journaux est identique : « Manque de place ! ». Il est à noter qu'entre l'envoi de notre texte à La Libre Belgique et la réception de leur réponse négative : il s'est exactement écoulé 18 minutes ...
Les auteurs sont aussi consternés par ce triple refus que par la gravité des faits qui ont suscité le texte. Contournant ce rejet d'ouvrir un débat à la hauteur de l'indignation planétaire qu'à provoqué le dernier crime de l'État d'Israël, nous avons entrepris de faire circuler ce texte en dehors des médias traditionnels. Nous vous invitons à le diffuser largement.
Sa circulation massive démontrera la futilité des efforts de ceux qui pensent qu'il est encore possible aujourd'hui d'étouffer un débat légitime et nécessaire.
Olivier Mukuna
15 juin 2010

La Belgique, complice de crimes de guerre ?

En 2009, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies adopte une résolution condamnant l'absence de collaboration d'Israël à l'enquête de la commission conduite par le juge Goldstone.
Son rapport concluait que des « actes assimilables à des crimes de guerre et peut-être, dans certaines circonstances, à des crimes contre l'humanité » avaient été commis par l'armée israélienne et des militants palestiniens lors de l'offensive militaire israélienne contre Gaza fin décembre 2008. Que fait la Belgique lors du vote de ladite résolution ? Elle s'abstient !
1,5 millions de Gazaouis survivent dans une bande de terre équivalente à 1% de la superficie du territoire belge, en situation de catastrophe humanitaire depuis l'embargo illégal imposé par Israël en juin 2007. Un convoi civil maritime tente de forcer ce blocus en apportant une aide humanitaire aux assiégés. Il est assailli dans les eaux internationales par les militaires israéliens qui tuent, blessent ou enlèvent un nombre encore indéterminé de civils dont 5 Belges. Le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU vote une résolution relative à la mise en place d'une "mission d'enquête internationale". Que fait la Belgique ? Elle s'abstient !
Le blocus de Gaza est justifié par la prise du pouvoir par le Hamas en juin 2007. Mais pourquoi celui-ci ne pourrait-il pas exercer le pouvoir, alors qu'il a gagné les élections en janvier 2006 dans l'ensemble du territoire plus ou moins administré par les Palestiniens ? En quoi le Hamas serait-il moins légitime que le parti d'extrême-droite du ministre israélien des Affaires étrangères ?
Le Hamas est accusé de vouloir détruire Israël, ce qui est supposé justifier toutes les sanctions contre les habitants de Gaza. Mais la revendication fondamentale du Hamas, comme de tout le mouvement national palestinien depuis la création d'Israël en 1948, c'est le droit au retour pour les réfugiés expulsés ou ayant fui à l'époque. Au nom de quoi refuse-t-on à des réfugiés de rentrer chez eux après un conflit ? De plus, ce droit est sanctionné à la fois par l'article 13 de la Déclaration Universelle des droits de l'homme et par la résolution 194 du Conseil de Sécurité de l'ONU. Mieux, comment peut-on considérer qu'un « peuple » a le droit de « revenir » sur une terre habitée par ses supposés ancêtres il y a 2000 ans, mais que les habitants de cette terre en 1948 ou leurs enfants n'ont pas ce droit ?
En pratique, le mouvement national palestinien, y compris le Hamas, accepte de renoncer à ce droit et se borne à demander l'établissement d'un Etat palestinien sur les seuls 22% de la Palestine historique conquis par Israël en 1967. Plus globalement, un plan de paix adopté par le Sommet arabe en 2002 propose la reconnaissance d'Israël par les Etats arabes en échange de son retrait des territoires conquis en 1967. Ceux-là même que la résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU exige qu'Israël évacue.
Depuis le « processus de paix » d'Oslo, qui remonte à 1993, cette solution -deux Etats pour deux peuples - est bloquée. Mais par qui ? Comment peut-on penser que c'est le faible, celui qui n'a pas d'Etat, qui empêche le fort de lui en octroyer un ? Quand la résistance palestinienne est non violente, on étend la colonisation. Quand elle devient violente, Israël en prend prétexte pour justifier l'arrêt des négociations.
Guerre du Liban, blocus et assauts contre Gaza, assassinats ciblés de leaders politiques palestiniens, extension constante des colonies, et aujourd'hui, attaque en haute mer de civils ressortissants de plus de 40 pays différents. A chaque fois, Israël oppose la même justification : sa raison d'Etat prime sur le droit et les institutions internationales. Un tel mépris de la Communauté internationale n'est possible que par la complaisance conciliante des gouvernements des Etats-Unis et de l'Union européenne.

Sans doute les pacifistes du Free Gaza Flotilla n'avaient-ils plus grande confiance dans les organisations internationales pour exprimer leur refus du blocus de Gaza. Ils ont cher payé, certains de leur vie, la lâcheté de leurs représentants politiques, souvent si prompts à condamner verbalement Israël pour mieux occulter leur obstruction à toute action coercitive sanctionnant l'état hébreu. La récente adhésion d'Israël à l'OCDE à l'unanimité de ses membres, dont la Belgique, n'est pas faite pour les contredire.
Faut-il rappeler qu'en 2007 la Belgique fut le cinquième exportateur d'armes européen vers Israël ?
Faut-il rappeler que les aéroports belges demeurent des points de passage obligés pour les importations israéliennes ? Que l'Union Européenne est le premier partenaire commercial d'Israël ?
Faut-il rappeler que le droit international reconnait la légitimité de la résistance armée en cas d'occupation ? Que face à la répression coloniale, les peuples recourent bien souvent à la violence, y compris parfois sous des formes terroristes ?
Faut-il rappeler que l'immense majorité du monde non occidental, ainsi qu'une partie croissante de notre opinion publique, s'indignent de la duplicité de nos représentants politiques et considèrent que celle-ci discrédite nos principes et valeurs démocratiques ?
Il convient donc de prendre acte de la complicité passive de nos Autorités et de balayer devant notre porte : comment pouvons-nous en tant que citoyens de Belgique nous désolidariser de l'ethnocide en cours des Palestiniens ?
Notre intérêt bien compris doit nous mener à répondre positivement à l'appel de la société civile palestinienne demandant le boycott d'Israël tant qu'il violera le droit international.
Jamila Bouajaja (Economiste ULB)
Jean Bricmont (Professeur UCL)
Souhail Chichah (Economiste ULB)
Jean-Marie Dermagne (Avocat et ancien Bâtonnier)
Jamal Essamri (Sociologue)
Oscar Flores (CRER - Coordination de solidarité avec les refugies)
Bahar Kimyongür (Membre du Front populaire - Turquie)
Olivier Mukuna (Journaliste)
Monique Mbeka Phoba (Réalisatrice)
Anne Morelli (Professeure ULB)
Nouria Ouali (Sociologue ULB)
Pierre Piccinin (Professeur Sciences-Po Ecole Européenne)
Aurore Van Opstal & Abdellah Boudami (Co-auteurs de « Israël, parlons-en »)
URL de cet article
http://www.legrandsoir.info/La-Belgique-complice-de-crimes-de-guerre.html

---

2 Annexe

2-1 Nidal : La « mouvance pro-palestinienne » - Les mots sont importants.

La guerre des mots sur le front médiatique –
La « mouvance pro-palestinienne », Quelques remarques sur le vocabulaire de Gilles Paris, rédacteur en chef adjoint du service International du Monde

Introduction

Gilles Paris, rédacteur en chef adjoint du service International du Monde, répondait le 4 juin à cette grave question (que personne ne se pose pourtant) : « Qui sont les Français pro-palestiniens ? ». Poser ainsi la question, c'est introduire l'idée d'un oxymore, comme si « Français » et « pro-palestiniens » étaient deux termes contradictoires. L'image accompagnant l'article montre d'ailleurs une jeune femme au teint très mat et aux cheveux noirs, le visage masqué par sa pancarte, et dont on ne voit que les yeux très maquillés. Genre orientale. Et le résumé de l'article, tel qu'il est passé dans le flux RSS, explique que « la mouvance pro-palestinienne en France repose essentiellement sur la gauche, l'extrême gauche et les écologistes, ainsi que sur un réseau dense d'associations et d'organisations. »…

Article

Ce résumé est détaillé dans l'article et se termine par la mention d'une association « interdite aux États-Unis » :
« La composante politique de la mouvance pro-palestinienne se double d'un réseau dense d'associations et d'organisations, qu'il s'agisse de mouvements de défense des droits de l'homme (Ligue des droits de l'homme), d'associations de collectivités locales (Association des villes françaises jumelés avec des camps de réfugiés palestiniens) ou d'ONG comme le Comité de bienfaisance et de secours aux Palestiniens (CBSP), dont sont membres la majorité des Français présents dans la flottille de Gaza. Le CBSP, qui a son siège en France, est interdit aux Etats-Unis pour ses liens supposés avec le Hamas. »
« Mouvance » n'est évidemment pas un terme neutre, puisqu'il désigne un groupuscule ultra-minoritaire suspecté d'activités dangereuses sur la base d'opinions politiques extrémistes. Je n'ai jamais entendu parler, par exemple, de « mouvance pro-israélienne ». Pourtant, ce sont bien les « pro-israéliens » qui sont ultra-minoritaires (ce qu'on va voir dans la suite), qui mènent des activités dangereuses et sont motivés par des opinions politiques extrémistes.
Les motivations des partis politiques « pro-palestiniens », tels qu'exposées, sont assez navrantes :

« Sur cette question, la position de l'extrême-gauche (Lutte ouvrière et Nouveau parti anticapitaliste) est assez similaire, avec la dénonciation de l'axe diplomatique entre Israël et les Etats-Unis. »
Quant aux Verts, c'est encore pire :
« C'est en grande partie du fait de leur ancrage historique à gauche, du moins pour une partie d'entre eux, que les Verts prennent également position en faveur du mouvement national palestinien. »
Pour ne reprendre que des événements extrêmement récents, la destruction du Liban et de Gaza en 2006 et leur lot de crimes, les violations constantes des résolutions internationales, le racisme israélien (gouvernement d'extrême-droite, sondages montrant la montée des opinions racistes...), le bombardement en Syrie en 2007, les crimes de guerre à Gaza en 2009, l'assassinat à Dubaï avec des passeports européens en 2010 et le récent meurtre des militants de la flottille humanitaire internationale, tout cela n'a aucune raison de constituer des motifs.
Non, ce qui motive la « mouvance », c'est la dénonciation de l'axe israélo-américain pour des raisons idéologiques (archaïques) et, pour les Verts, c'est du suivisme lié à leur positionnement « à gauche ».
Plus généralement, cela renvoie aux très nombreux articles qui s'interrogent sur la dégradation de l'« image » d'Israël. Quand ça ne concerne pas directement des Occidentaux, les articles s'inquiètent de la « colère » dans Le Monde arabe (manière de désamorcer le sujet : Israël assassine à Dubaï avec des passeports européens, mais la seule conséquence serait une baisse de l'image dans le monde arabe, comme si les citoyens occidentaux n'avaient aucune raison d'être en colère).
Ces très nombreux articles sur l'« image » d'Israël sont eux-mêmes, en réalité, des opérations de communication. Ils suggèrent que c'est seulement à la suite de quelques épisodes spécifiques, et seulement à l'intérieur d'une très restreinte « mouvance pro-palestinienne », ou dans la « rue arabe », qu'il y aurait une « mauvaise image » d'Israël.
Ce qui permet ensuite à nos politiques de poursuivre les partenariats économiques, politiques et militaires avec Israël, et de ne jamais rien faire pour forcer Israël à respecter un droit international minimal.
Au point que, chaque fois qu'on discute entre copains de la « mouvance » (hé hé), il y a toujours quelqu'un pour se demander comment « on pourrait informer les gens », « faire comprendre la situation »... C'est-à-dire que même au sein de la « mouvance », les gens ont tendance à se croire / sentir minoritaires. Ce qui, à mon avis, produit de la perte de temps, de l'inefficacité et une grande « timidité ».
Pourtant, et ça me semble important, les seules questions légitimes seraient aujourd'hui :

- qui sont (encore et malgré tous les crimes israéliens) les Français pro-israéliens ?
- qu'est-ce qui constitue la mouvance pro-israélienne, quelles sont ses motivations ?
- pourquoi autant de politiciens européens soutiennent-ils Israël et proclament leur « amitié » pour cet État, alors que les populations qui les élisent sont aussi majoritairement critiques envers Israël ?

Parce que c'est le point aveugle de toute cette communication : occulter le fait que toutes les statistiques démontrent de manière constante que l'« image » d'Israël est catastrophique depuis des années dans les opinions publiques occidentales.
Toutes ces statistiques démontrent que les gouvernants occidentaux adoptent, concernant Israël, des positions opposées à leurs opinions publiques. Elle expliquent également que la « guerre de communication » menée par Israël, qui peut sembler d'une nullité ahurissante, ne vise pas réellement l'opinion publique occidentale, mais bien avant tout l'opinion publique israélienne. Parce que les opinions occidentales, malgré ce que croient beaucoup de « pro-palestiniens », sont largement au courant, et particulièrement sceptiques concernant la grande « démocratie » israélienne et la moralité de son armée.
On pourrait les reprendre systématiquement, mais je vais me contenter de quelques exemples qui rappellent que la « mouvance pro-palestinienne » désigne en réalité la majorité des citoyens occidentaux, et que c'est bien la « mouvance pro-israélienne » qui constitue une minorité spécifique et isolée, mais agissante, efficace et sur-valorisée médiatiquement et politiquement.
Une enquête menée deux jours après l'attaque contre la flottille humanitaire indique que 40% des Norvégiens sont partisans d'un boycott des produits israéliens. Ça n'est pas qu'une « opinion négative », c'est une volonté d'agir : or, mobiliser les opinions publiques pour les amener à « agir », même a minima, est quelque chose de très difficile à obtenir.
Gilles Paris, qui s'interroge sur l'identité de la « mouvance pro-palestinienne », avait pourtant signalé quelques semaines plus tôt (avant l'attaque israélienne), un sondage réalisé par la BBC :
« Un sondage de la BBC publié le 19 avril témoigne de la mauvaise image d'Israël dans le monde. Dans un échantillon de 28 pays, l'Etat juif est rangé dans le peloton des pays mal vus, avec la Corée du Nord, le Pakistan et l'Iran, le plus mal classé. »
En France, seulement 20% des répondants ont une image « plutôt positive » d'Israël, et 57% une image « plutôt négative » de l'influence d'Israël. En Allemagne, ça monte à 13% d'image positive et 68% d'image négative. En Grande-Bretagne, 17% d'image positive, 50% d'image négative. Vraiment, il faudrait se poser la question :
« Qui est cette mouvance pro-israélienne ultra-minoritaire qui peine à atteindre les 20% dans les pays européens ? »
Quand nombre de nos politiciens proclament leur « amitié » pour Israël, ils parlent pour qui ?
Même aux États-Unis, seul pays où l'image d'Israël est plus positive que négative (et où le discours politique est orienté à sens unique d'une manière stupéfiante), les chiffres ne sont pas si bons : certes 40% d'image positive, mais tout de même 31% d'image négative. Au Canada, seulement 23% d'image positive et 38% d'image négative.

L'un des sondages les plus spectaculaires a été publié à l'initiative de la Commission européenne (qui n'est pas, à ma connaissance, membre de la « mouvance pro-palestinienne ») en octobre 2003. C'est-à-dire bien avant les guerres de 2006 et les massacres qui se sont succédés depuis.
À la question : « Pour chacun des pays suivants, dites-moi si, selon vous, il représente ou non une menace pour la paix dans le monde ? », c'est Israël qui a obtenu le plus mauvais score : 59% des Européens interrogés (55% des Français) estiment qu'Israël représente une menace pour la paix dans le monde. Aucun autre pays proposé n'obtient un aussi mauvais score (même l'Iran, même la Corée du Nord, même les États-Unis de Bush).
Plus précisément :
« Israël représente-il une menace pour la paix dans le monde ? »
18% Oui, tout à fait, 41% Oui, plutôt, 24% Non, plutôt pas, 13% Non, pas du tout.
J'insiste : la question est très spécifique. Elle ne demande pas si les gens ont une image « plutôt négative » d'Israël, mais si Israël constitue une « menace pour la paix dans le monde ». C'est donc un résultat particulièrement spectaculaire à une question extrêmement forte.
À noter :
même chez ceux qui, à l'époque, trouvent l'intervention en Irak justifiée, 57% considèrent qu'Israël est une menace, peu de différence avec ceux qui trouvent l'intervention non justifiée ;
plus le niveau d'éducation augmente, et plus Israël est considéré comme une menace (passant de 50% à 66%).
Ces derniers points sont assez remarquables. Contrairement à l'image très répandue, d'une « élite » pro-israélienne, représentant l'opinion majoritaire, opposée à une « mouvance » populiste et jouant sur un antisémitisme inavoué, plus les gens sont instruits, plus ils considèrent qu'Israël est un danger pour la paix.
Par ailleurs, contrairement à la présentation de Gilles Paris (une mouvance politiquement motivée contre l'axe américano-israélien), on obtient quasiment le même jugement négatif à l'encontre d'Israël chez ceux qui soutiennent l'intervention en Irak et ceux qui s'y opposent. Si les « Français pro-palestiniens » étaient bien cette mouvance qu'il décrit (axe gauchiste anti-américain), on aurait une forte adéquation entre méfiance envers Israël et condamnation de l'intervention américaine en Irak ; adéquation qu'on ne retrouve que marginalement dans les chiffres.
J'aimerais savoir, Gilles Paris, si ces 59% d'Européens qui considèrent qu'Israël menace la paix dans le monde (aucun pays n'obtient un aussi mauvais score) constituent ce que vous appelez « la mouvance pro-palestinienne » ? Pourriez-vous enquêter sur les motifs de cette minorité de seulement 37% d'Européens qui pensent qu'Israël ne constitue pas une menace contre la paix, ces seulement 20% qui en ont une opinion « plutôt positive » ? Sont-ils une mouvance, ont-ils un agenda politique inavouable, dans quelle mesure recoupent-ils les opinions racistes et islamophobes en Europe ?
Post-scriptum
Ce texte est paru initialement sur le blog Loubnan Ya Loubnan, qui en autorise la republication.
Ouardia
(lmsi.net).htm
Textes de Nidal
La « mouvance pro-palestinienne », 23 juin
Réagir : envoyer un mail
contact@lmsi.net

2-2 Des Juifs contre Israël aux USA : plus nombreux, plus affichés, plus organisés.

Les 19 et 22 juin, juste avant le Forum social US, les juifs d'Amérique du nord se rassembleront à Detroit pour défier le racisme, le colonialisme et l'impérialisme ; d'abord et avant tout, en participant à la lutte pour vaincre le sionisme et décoloniser la Palestine.
En juin 2010, les deux extrêmes du spectre politique juif US vont se trouver en rivalité à un moment historique. Alors qu'Israël et le mouvement sioniste se battent pour garder leur influence d'un siècle sur l'esprit des juifs, un nouveau projet émerge qui s'écarte du sionisme et adhère à un engagement renouvelé pour une humanité partagée.
Les 19 et 22 juin, juste avant le Forum social US, les juifs d'Amérique du nord se rassembleront à Detroit pour défier le racisme, le colonialisme et l'impérialisme ; d'abord et avant tout, en participant à la lutte pour vaincre le sionisme et décoloniser la Palestine.
L'Assemblée des juifs états-uniens 2010, "S'opposer au racisme et à l'apartheid israélien", tombe à un moment où il y a grande urgence à construire sur les récents succès du mouvement de solidarité avec la Palestine, et où les entreprises et le gouvernement des Etats-Unis continuent de commettre de graves injustices en Palestine - sans parler de celles dans leurs propres communautés.
L'ORGANISATION SIONISTE MONDIALE
Ce rassemblement a lieu juste à la suite du 36è Congrès de l'organisation sioniste mondiale (OSM) qui se tient à Jérusalem la même semaine. L'OSM a été fondée en 1897, au 1er Congrès sioniste, pour servir d'organisation chapeautant le mouvement sioniste. A leur prochain rassemblement, le Congrès va sans aucun doute réaffirmer et recentrer ses stratégies pour défendre la légitimité d'Israël contre les condamnations grandissantes et les

tentatives pour rendre Israël responsable de ses crimes de guerre et empêcher le succès du mouvement de boycotts, désinvestissements et sanctions.
L'OSM est à la fois un symbole et une institution fondatrice de la pensée et de l'action politiques sionistes qui nous ont conduits au moment historique d'aujourd'hui.
On retrouve une illustration de cette désastreuse trajectoire dans les communiqués de presse de l'OSM publiés lors de l'invasion de la bande de Gaza par Israël, pendant l'hiver 2008/2009.
Par exemple, le 12 janvier 2009, quand la plupart des actes horribles de massacre sont déjà portés à la connaissance du public, l'OSM s'oppose à la résolution 1860 du Conseil de sécurité des Nations-Unies qui appelle à un cessez-le-feu immédiat, la qualifiant d' « anti-Israël » et la critiquant pour ne pas demander une « assistance humanitaire » pour Israël.
De nombreuses organisations sionistes influentes se sont fait l'écho des mêmes positions, tandis que des organisations sionistes « plus modérées » bavassaient et cafouillaient. A lire leurs justifications, leurs soutiens et même leurs encouragements à ces crimes inqualifiables, il est pénible d'imaginer qu'un cœur qui bat puisse avoir été relié à la main qui les a écrits.
De même, le 31 mai de cette année, un effort monumental pour briser le siège illégal et paralysant de la bande de Gaza a été torpillé par le gouvernement israélien. Une flottille de six navires, avec 700 militants de la paix et de la solidarité, venant de plus de 40 pays, apportant 10 000 tonnes d'aides humanitaires, a été agressée par la marine israélienne qui en a pris le contrôle, tuant et blessant des militants sur un navire battant pavillon turc et ce, dans les eaux internationales.
L'inhumanité et l'illégalité de ces actes sont indéniables, et elles le sont de plus en plus aux yeux de l'opinion publique.
Il monte une prise de conscience partout dans le monde tant de la faillite morale et politique d'Israël, que de l'autoritarisme, de la violence et du fanatisme pharisaïque des autorités israéliennes et de parties de plus en plus grandes de l'opinion israélienne.
LA LUTTE CONTRE LE SIONISME
Surmonter les idées et les pratiques des sionistes est crucial, d'abord et avant tout en raison de l'impact de leur racisme et colonialisme institutionnalisés contre le peuple de Palestine, et plus largement ceux de la région.
Cet impact sioniste se manifeste par l'exigence que la force politique, juridique et économique des peuples et cultures juifs et européens doit s'imposer aux cultures et peuples aborigènes.
Ce racisme est aussi la cause d'un transfert et d'une aliénation des juifs Mizrahi (juifs d'origine africaine et asiatique), de leurs diverses histoires, langues, traditions et cultures, et de la marginalisation et de l'exploitation économique de la population Mizrahi comme des travailleurs migrants dans la société israélienne.
Le sionisme est aussi de l'antisémitisme en ce qu'il rejette les cultures et les histoires des juifs - incluant tant les juifs « autres » qu'européens que les
« victimes » juives européennes dont il a essayé de s'écarter pour créer un
« nouveau juif ».
Tout en rejetant les victimes juives dévirilisées de l'Europe chrétienne, il se sert de leur mémoire pour justifier et perpétuer un racisme et un colonialisme européens de même qu'un Etat juif militarisé.
Egalement, le sionisme favorise l'islamophobie en Palestine, et plus largement dans la région, aux USA et dans le monde entier.
Le ressentiment et la colère envers les juifs vivant en Israël et ailleurs, suscités par la violence et la domination militaire israéliennes, sont utilisés à leur tour pour justifier toujours plus de violence sioniste.
Le sionisme perpétue l'exceptionnalisme juif et évoque une version de l'histoire juive déconnectée de l'histoire et de l'expérience juives. En faisant du génocide nazi une exception, les juifs se mettent à part des victimes et survivants des autres génocides au lieu de s'unir avec eux.
Comme tel, le sionisme nous implique dans l'oppression du peuple palestinien et dans l'avilissement de nos propres héritages, de nos propres combats pour la justice et alliances avec nos frères humains.
La stratégie qui montre qu'Israël est un Etat d'apartheid obtient un succès grandissant, et son argumentation en faveur des boycotts, désinvestissements et sanctions (BDS) contre Israël est particulièrement fondée.
Les avancées dans ce domaine perturbent les organisations sionistes en Israël et dans le monde.
Cependant, des institutions sionistes comme l'OSM, l'AIPAC (Comité aux Affaires publiques israélo-américaines), la Ligue anti diffamation, le Centre Simon Wiesenthal, B'nai B'rith, et d'autres, aux Etats-Unis et ailleurs, disposent de millions de dollars pour protéger Israël de ses responsabilités dans sa politique d'apartheid et ses crimes de guerre qui se multiplient, et pour promouvoir la colonisation, le nettoyage ethnique, le vol et la destruction de la terre palestinienne.
Un soutien mutuel Israël/USA
La convergence d'intérêts entre l'Etat israélien, les intérêts capitalistes mondiaux, spécialement ceux des fabricants d'armes, des entreprises pour la reconstruction
« post-conflits » et des entreprises privées de sécurité, comme celles de l'industrie pétrolière, est de plus en plus forte. Les réactions islamophobes en Europe occidentale, aux Etats-Unis et au Canada, la xénophobie en général, cherchent à faire des musulmans et des immigrés des boucs émissaires de la crise universelle du capitalisme et à les utiliser pour justifier une guerre et une occupation perpétuelles.
Les agressions militaires états-unienne et israélienne dans la région se soutiennent et se renforcent mutuellement. Malgré les préoccupations américaines devant les dégâts de la politique israélienne sur l'image des Etats-Unis, la puissance économique et militaire d'Israël dans la région est considérée comme vitale par

Washington.

En corollaire, il est de plus en plus évident que les lobbies pro-israéliens aux Etats-Unis vont s'opposer aux efforts des antis guerres. Les organisations sionistes et le lobby pro-israélien s'alignent de plus en plus sur les néoconservateurs US et partagent leur engagement dans l'agenda de guerre, d'occupation et/ou de sanctions contre l'Iraq, l'Afghanistan, l'Iran, le Pakistan, le Liban et la Syrie.

PLACER LA PALESTINE AU CENTRE D'UN AGENDA ANTI GUERRE

Les juifs antisionistes aux Etats-Unis peuvent jouer un rôle en montrant au mouvement anti guerre que des progrès significatifs ne seront pas possibles sans s'opposer au rôle qu'Israël joue dans le déclenchement et la justification de l'agenda de guerres des Etats-Unis.

Après des décennies de débats et d'hésitations, la Palestine reste toujours un point de friction dans le mouvement anti guerre américain. La remise en cause du financement d'Israël par les Etats-Unis est évitée de crainte que cela ne nuise aux critiques contre l'occupation US de l'Iraq et de l'Afghanistan.

A l'inverse de cette préoccupation, placer la Palestine carrément au centre d'un agenda anti guerre aux Etats-Unis est la clé d'un changement plus fondamental dans la politique et la pratique américaines, dont la guerre est nécessairement la stratégie.

A notre tour, par le renforcement du mouvement anti guerre, nous pouvons contribuer aux efforts pour réduire l'isolement du combat palestinien, faire avancer l'opposition à l'islamophobie et s'en prendre directement à la relation mutuelle efficace entre les Etats-Unis et Israël.

Responsabiliser les gouvernements israéliens, américains, et le soutien sioniste international ne viendra pas d'un changement de politique US mais grâce à un changement de l'opinion publique états-unienne et par le débat, en fomentant un mouvement populaire, en usant de sanctions juridiques internationales et américaines, et en soutenant l'appel palestinien au BDS.

L'Assemblée des juifs US de 2010 se veut contribuer à ces efforts et refléter une rupture d'avec le sionisme, lequel œuvre depuis la Deuxième Intifada à faire sauter le carcan des accords d'Oslo. L'Assemblée se place dans la continuité de la longue histoire de la participation juive aux combats d'émancipation humaine. Les nôtres sont parmi ces voix de plus en plus fortes de juifs qui veulent rompre avec le courant qu'a été le sionisme et qui décline - un courant qui n'est qu'une trahison de notre humanité, comme il nie en même temps celle des Palestiniens.

Les juifs portent une accusation spécifique contre le sionisme tout en étant partie intégrante du mouvement de solidarité. Quand les juifs ne sont pas nets - que ce soit au sujet de leur propre confrontation au sionisme, ou de la priorité des exigences du combat populaire palestinien -, la participation juive menace de confusion plutôt que d'apporter une clarification et un renforcement du mouvement de solidarité avec la Palestine.

Nous devons faire attention à ne pas présumer que notre engagement et notre investissement pour surmonter le sionisme prétendent à « l'égalité » dans le combat ; outrepasser notre rôle actuel dans le mouvement nuit à la direction palestinienne dans son propre combat, renforçant ainsi la centralisation des voix juives que le sionisme encourage et que le racisme suggère.

De même, assimiler la nécessité de la libération et de la sécurité palestiniennes à la sécurité de la plupart des juifs dans les pays occidentaux est inopportun.

L'Assemblée sera l'occasion de réfléchir sur nous-mêmes, en tant que membres du mouvement états-unien et international pour la justice, et de faire la clarté sur notre politique et nos pratiques de sorte que nous puissions améliorer notre efficacité.

L'antisionisme juif n'est pas une identité, c'est une politique pour développer et agir, et un lieu d'affrontement du sionisme. S'organiser pour gagner l'approbation - ou une légitimité au regard - de l'opinion populaire juive, des organisations sionistes libérales, ou de l'opinion publique US, mine notre capacité à être solidaires.

De la même manière, dans le long terme, réécrire les exigences palestiniennes (par exemple, exclure le droit au retour dans les campagnes BDS) pour s'adapter aux agendas qui renforcent la paix en tant que stratégie de maintien d'un Etat juif exclusif, ne va pas à l'encontre de la politique et des principes sionistes.

Cependant, dans le court terme, toute participation qui fait avancer BDS est utile pour délégitimer Israël.

C'est en se développant et en partageant de telles distinctions qu'on approfondira et augmentera la possibilité d'une véritable alternative au sionisme, et la capacité des juifs à contribuer à un mouvement de solidarité avec la Palestine, puissant et efficace. Ce sont les questions que nous espérons faire monter et explorer avec les juifs et nos partenaires dans ce combat, lors de l'Assemblée 2010 des juifs américains.

Notre engagement à nous confronter au sionisme s'intègre dans notre engagement à supprimer les menaces de racisme, d'antisémitisme, d'élitisme, de fascisme, de colonialisme et d'impérialisme qui nourrissent le sionisme et qui sont institutionnalisées dans les structures de l'apartheid d'Israël.

Nous voulons au contraire renforcer la continuité avec les mouvements historiques et actuels pour l'émancipation humaine, la lutte de classe, l'égalité, la démocratie et la justice.
Ces liens ont toujours existé dans l'histoire juive, contre la collaboration juive avec ceux qui veulent opprimer.
SIGNATAIRES DU TEXTE :
Gabriel Ash est militant, écrivain et membre de premier plan dans l'IJAN (réseau mondial juif antisioniste)
http://www.ijsn.net/home/ - il écrit parce que la plume est parfois plus puissante que l'épée, et parfois non.
Emily Katz Kashawi est militante, professionnelle de la communication et maman de deux jumeaux.
Mich Levy est militant, éducateur et organisateur international avec IJAN.
Sara Kershnar est militante, et organisateur internationale d'IJAN.
18/06/2010
http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=142744&language=fr

---

2-3 Holger Apfel : "il faut arrêter l'industrie de la shoah" .

nb Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information
Holger Apfel, un parlementaire allemand, a appelé à arrêter "l'industrie de la shoah", et "à stopper la coopération avec l'Etat des escrocs juifs".
Holger Apfel, membre du parlement de la ville de Dresde, capitale de la Saxe (Allemagne), a appelé à arrêter la coopération avec ce qu'il a appelé "l'Etat des escrocs juifs", ainsi qu'avec "l'industrie prospère de la Shoah".
Le journal israélien "Yediot Ahronot" qui a relayé cette information, souligne que "ces propos n'ont pas été tenus à Téhéran, mais en Allemagne" par ce qu'il a qualifié "de chef de l'extrême-droite, et de néo-nazi".
Holger Apfel a provoqué une grande tempête au sein du parlement de la Saxe, lorsqu'il a mis à l'ordre du jour un sujet explosif, sous le titre "non à la coopération avec les Etats escrocs, et l'arrêt de la coopération entre la Saxe et Israël".
Les représentants de la majorité parlementaire ont essayé de changer le sujet de peur d'attenter à l'image de la Saxe, mais Holger Apfel a obstinément campé sur sa position.
Lorsqu'on lui a demandé de conclure son intervention, il a continué à parler de l'Etat juif terroriste, et a refusé de descendre de la tribune. A la fin, il a été évacué du Parlement, et une décision a été prise de lui interdire les débats parlementaires jusqu'au mois de décembre.
Evoquant l'assaut sanglant contre la flottille de Gaza, il a affirmé que "l'attaque contre la flottille qui a fait au moins 10 morts, constitue une nouvelle forme de terrorisme international, pratiqué par Israël".
Il a encore déclaré que "depuis la création de cet Etat en 1948, et l'expulsion de millions de Palestiniens, l'effusion de sang continue dans l'histoire d'Israël".
Il a appelé à imposer des sanctions économiques à l'Etat hébreu, et à rompre les relations entre Berlin et Tel-Aviv. Ce n'est pas la première fois que le député Holger Apfel appelle la Saxe, et l'Allemagne dans son ensemble, à rompre leurs relations avec Israël.
18/06/2010
Arabs48.com -
http://www.gnet.tn/revue-de-presse-internationale/depute-allemand-il-faut-arreter-lindustrie-de-la-shoah/id-menu-957.html

---

2-4 Chut! Détournement d'uranium hautement enrichi par un Etat voyou.

Tiens, via Xymphora, un article paru dans un journal local de Pennsylvanie qui évoque la disparition de centaines de kilogrammes d'uranium de qualité militaire dans une installation de retraitement qui a fonctionné jusqu'au début des années 1980.
On soupçonne fortement cet uranium d'avoir été détourné pour servir de matière première au programme d'armement atomique du régime sioniste.
L'article en dit assez long à ce sujet pour qu'il ne soit pas nécessaire de s'appesantir là-dessus.
Ce qui demande, par contre un peu d'attention, c'est le fait qu'il a fallu attendre des années avant qu'un semblant d'enquête un tant soit peu sérieuse soit conduite sur la disparition de cet uranium hautement enrichi.
Voyez-vous, alors qu'on nous bassine sur des projets (qui relèvent surtout du fantasme) d'une bombe, par exemple la fameuse bombe « sale » (sale parce que les autres sont propres car les autres sont propres puisqu'elles font place nette), et qu'on est au bord du branle-bas de combat par rapport à l'Iran, voilà qu'une quantité non négligeable de ce matériau essentiel pour fabriquer une bombe atomique s'est évaporée aux Etats Unis et… rien ne s'est passé. Et rien ne se passe non plus aujourd'hui.
Car enfin, on aurait pu imaginer une mobilisation immédiate et massive des services de police et secrets pour retrouver cet uranium avant de punir comme il se doit les auteurs et le pays destinataire.
Pas du tout. L'article nous dit même qu'à l'époque le FBI avait freiné des quatre fers pour éviter le lancement d'investigations à la hauteur de l'incident.
Bref, nous avons là l'exemple d'une sorte d'Etat dans l'Etat en action, capable de s'en tirer avec des déclarations lénifiantes telles que celles de celui qu'on est bien obligé de qualifier de principal suspect ainsi que de son ancien avocat.
juin 16, 2010

2-5 Richard Gazarik : Relance de l'hypothèse d'un lien dans l'ouest de la Pennsylvanie avec le nucléaire israélien.

Un rapport fédéral récemment déclassifié conforte une théorie qui couvait depuis la guerre froide selon laquelle de l'uranium a été transporté illégalement en 1965 depuis l'usine d'Armstrong County vers Israël pour appuyer ses efforts pour développer l'arme atomique.

Ce rapport auparavant secret du General Accounting Office (GAO) révèle que le FBI avait d'emblée refusé d'enquêter sur la disparition de 103 kilos d'uranium-235 de qualité militaire dans l'entreprise Nuclear Materials and Equipment Corp. – connue sous l'acronyme NUMEC – à Apollo.

Ce refus avait amené à des spéculations très répandues selon lesquelles l'uranium, suffisamment pour fabriquer cinq bombes nucléaires, avait été détourné vers Israël avec une l'assistance secrète du gouvernement des Etats Unis, indique le rapport.

Pendant des décennies, le sort de l'uranium disparu chez NUMEC a donné corps à une légende de la Pennsylvanie de l'ouest.

Des histoires ont été échafaudées – certaines basées sur des faits, d'autres purement conjecturales – et des livres ont été écrits sur la façon dont l'uranium a disparu.

La publication de ce rapport auparavant top-secret donne le premier aperçu officiel sur la gestion par les autorités de « l'affaire Apollo. »

A la fin des années 1970, la Nuclear Regulatory Commission fédérale (équivalent du Commissariat à l'Energie Atomique en France) signalait qu'il « n'y avait pas de preuves » pour conclure à l'acheminement de l'uranium en Israël. Mais le rapport rendu public affirme que les enquêteurs du GAO considéraient que les conclusions de la commission devaient être « réétudiées.»

Le Dr Victor Gilinsky, un membre de la Nuclear Regulatory Commission dans les années 1980 explique que même si le rapport du GAO n'est pas une «preuve irréfutable, » il peut amener à conclure que l'uranium a fini en Israël.

« On a l'impression que le gouvernement voulait qu'aucune information ne filtre à ce sujet," déclare Gilansky, qui réside en Californie du Sud et travaille comme consultant en matière d'énergie. « Selon toute apparence, il a été emporté en Israël, mais pour quoi faire au juste, nous ne le savons tout simplement pas. »

L'uranium-235 peut server à faire des bombes atomiques grâce à son aptitude à entretenir la réaction en chaîne d'une explosion nucléaire. Le Département de l'Energie avait vendu ce matériau à NUMEC à des fins de recherches scientifiques.

Le commencement

Zalman Shapiro, 90 ans, un chimiste de l'université d'Oakland, Pittsburgh, avait fondé NUMEC au début des années 1960 sur le site des anciennes usines d'acier Apollo pour retraiter des barres de combustible nucléaire.

Shapiro n'a pas répondu à nos demandes pour qu'il s'exprime sur le rapport déclassifié, mais en 1978 il avait déclaré au House Committee on Interior and Insular Affairs [commission parlementaire] qu'aucun matériau détourné à NUMEC.

«Je n'ai aucune connaissance ou information au sujet d'un tel détournement,» avait-il dit. «Par ailleurs, j'ignore sur quels faits reposent les allégations répétées selon lesquelles des 'matériaux manquants' à NUMEC le seraient en raison d'un détournement illégal. »

L'avocat Hadrian Katz, membre du cabinet juridique Arnold & Porter de Washington D.C. déclare avoir travaillé pour Shapiro dans les années 1970 et affirme que Shapiro est un Américain loyal et n'a jamais détourné d'uranium pour Israël.

"Personne n'a jamais pensé que Zal Shapiro a détourné de l'uranium," affirme Katz. «Aucune personne qui l'a bien connu n'a pensé qu'il était impliqué dans un détournement. Il n'y a rien de ce côté. Il n'y a pas eu détournement. Zal a fait de véritables contributions à la recherche atomique. Zal est un grand Américain.»

Partisan résolu d'Israël, Shapiro, dont le père était un rabbin orthodoxe qui a perdu sa famille dans l'holocauste, était un agent chargé des achats par le ministère israélien de la défense, établit le rapport.

Shapiro, un inventeur prolifique qui a reçu un brevet par le gouvernement 'an dernier pour un processus de fabrication de diamants artificiels a maintenu que l'uranium s'était "perdu" dans le processus de traitement. Des traces d'uranium enrichi avaient été découvertes dans des fissures et des crevasses de l'usine et dans des filtres à air, selon le rapport.

Des sceptiques avaient mis en doute la théorie de Shapiro et, en 1986, NUMEC avait payé 1,1 million de dollars au Département de l'Energie pour l'uranium manquant, indique le rapport. Des inspecteurs du Département de l'Energie affirmaient que la quantité d'uranium réellement manquante était bien supérieure à 103 kilogrammes, selon le rapport.

Dans les années 1960, les inspecteurs avaient constaté des «insuffisances significatives» dans la manière dont l'uranium était stocké, protégé et suivi à NUMEC, observe le rapport. Les insuffisances étaient si graves que ces fonctionnaires avaient recommandé au gouvernement de cesser de fournir de l'uranium à la compagnie. Mais les livraisons n'ont pas été stoppées, indique le rapport.

Les inspecteurs notaient que NUMEC présentait le plus fort taux de perte d'uranium hautement enrichi de tous les sites commerciaux des USA, avec une perte signalée de 295 kilos avant 1968 et de 85 kilos après cette année, selon les conclusions du GAO.

L'enquête

Les responsables du Département de l'Energie avaient demandé au FBI d'enquêter sur NUMEC, mais l'agence fédérale avait refusé jusqu'à ce que, 13 ans après, le président Gerald Ford ordonne une enquête, indique le rapport.

Gilinsky affirme qu'à l'époque où il était à la commission de régulation, le Département de la Justice avait écrit à l'administration Ford que des gens du gouvernement ont été complices après les faits.»

Selon Gilinsky, l'uranium a peut-être été utilisé pour faire des armes nucléaires, mais il avait d'autres usages possibles.
Il dit que les Israéliens ont pu utiliser ce matériau à Dimona, le réacteur le mieux connu de ce pays, pour produire du plutonium-239 et du tritium, autres matériaux servant à faire fonctionner des centrales nucléaires ou à fabriquer des bombes thermonucléaires. Cette méthode aurait permis aux scientifiques Israéliens de produire plus d'armes que s'ils avaient utilisé directement l'uranium enrichi.
Il y a des années qu'Israël ne reconnaît pas officiellement détenir des armes nucléaires, mais on considère généralement que ce pays a activement développé un arsenal nucléaire depuis un certain temps.
Dennis Gormley, du Matthew B. Ridgway Center for International Studies à l'université de Pittsburgh, déclare être certain qu'Israël a l'arme atomique. La question est de savoir si son programme nucléaire a été alimenté par l'uranium qui a disparu à NUMEC, dit-il.
«Il est absolument hors de doute qu'Israël a la bombe, » affirme Gormley. « C'est une certitude à 100 %.»
Il explique que les tentatives sous la présidence Carter pour retrouver la trace du matériau disparu avaient été contrecarrées par des problèmes comme la crise des otages en Iran et l'invasion soviétique en Afghanistan.
«Carter avait déjà bien assez de chats à fouetter,» déclare Gormley.
Le FBI et la CIA ont bloqué les démarches pour rendre public le rapport du GAO en 1978, précise le rapport. Aujourd'hui encore, certaines parties en restent inaccessibles pour des raisons de sécurité.

Un héritage obsédant

L'héritage de NUMEC hante la région depuis des dizaines d'années.
Les riverains ont endure 14 années de procédures en litige, cherchant à obtenir des dommages et intérêts pour des cancers et d'autres maladies qui, soutiennent-ils, ont été causés par l'exposition aux radiations.
Les enquêteurs fédéraux déclarent que les employés de NUMEC ont probablement encouru des risqué lies aux radiations dans l'usine mais n'ont pas pu déterminer leur degré d'exposition, selon un rapport du gouvernement.
Atlantic Richfield a acquis NUMEC en 1967, et Babcock & Wilcox l'a rachetée en 1971. L'usine a fermé en 1983 et a été rasée.
Richard Gazarik, Tribune-Review (USA)
11 juin 2010
traduit de l'anglais par Djazaïri
http://mounadil.blogspot.com/

2-6 Protestez contre la politique discriminatoire de la répartition de l'eau.

L'action bouteilles PET «Soif de justice».
Envoyez à l'ambassade israélienne des bouteilles PET avec l'étiquette-pétition.
L'eau du Jourdain longe littéralement les terres de la population palestinienne.
Des bulldozers de l'armée israélienne détruisent régulièrement les champs palestiniens et les installations d'approvisionnement en eau. Les paysan·ne·s palestinien·ne·s utilisent des tracteurs poussifs pour tenter d'apporter l'eau nécessaire aux cultures et au bétail, en passant par les postes de contrôle israéliens. Pour les besoins du ménage, les femmes doivent aller remplir des bouteilles en plastique et les ramener à la maison.
Engagez-vous contre cette politique discriminatoire et envoyez une bouteille en plastique vide à l'ambassade israélienne!
Amnesty International a produit des étiquettes spéciales pour les bouteilles en plastique. Les étiquettes présentent les revendications principales d'Amnesty pour mettre fin à la politique discriminatoire israélienne et permettent de récolter des signatures. L'idée est de coller les étiquettes signées sur des bouteilles en plastique vides et de les envoyer telles quelles à l'ambassade israélienne.
Les bouteilles vides munies d'une étiquette sont acheminées par la poste depuis un bureau de poste pour CHF 10.- (tarif spécial pour un envoi faisant l'objet d'un tri manuel). Cela équivaut à environ CHF
phttp://www.amnesty.ch/fr/pays/moyen-orient-afrique-du-nord/israel-et-territoires-occupes/docs/2010/eau/aktion-pet-flaschenar signature.

2-7 Chavez devant Assad:Israël est un pays de crimes qui sera mis à sa place un jour.

Le Président vénézuélien Hugo Chavez a qualifié l'entité sioniste de "pays" de crimes qui sert de bras d'assassinats aux Etats-Unis, assurant qu' "un jour viendra et Israël sera mis à sa place".
Devant le Président syrien Bachar el Assad qui a entamé une tournée en Amérique Latine, Chavez a déclaré: "Israël est un danger qui nous menace tous, et il est évidemment le bras d'assassinats pour les Etats-Unis".
Chavez a par ailleurs soutenu le droit de la Syrie à récupérer le Golan occupé par les moyens pacifiques, parce que "nous ne voulons plus de guerre", a-t-il dit.
"Nous souhaitons qu'à la place d'Israël un Etat vraiment démocratique sera installé, un Etat avec lequel nous pouvons échanger les idées", a-t-il affirmé, appelant son homologue syrien à œuvrer de concert pour "jouer un rôle fondamental dans la libération du monde de l'impérialisme, de l'hégémonie capitaliste et néolibérale qui menace aujourd'hui la survie de l'espèce humaine".
La rencontre des deux chefs d'Etat est "la continuation d'un projet stratégique de coopération, de construction

d'un axe Caracas-Damas", a estimé Chavez.
"La Syrie apparaît devant le monde comme un peuple digne qui porte toujours la bannière du socialisme arabe dont ton père fut un des grands dirigeants", a ajouté Chavez en référence à l'ancien président Hafez al-Assad, décédé en 2000.
Bachar al-Assad s'est de son côté dit "très heureux" de commencer sa visite au Venezuela, "un beau pays qui résiste", et de rencontrer "le généreux peuple vénézuelien".
"Il y a peu de dirigeants politiques qui ont le courage de dire non quand il le faut. Hugo Chavez a révélé l'image d'un Venezuela qui résiste, et a placé le pays sur la scène internationale. Il a pris parti pour les causes justes, que ce soit en Amérique latine, dans notre région du Proche-Orient ou ailleurs dans le monde", a-t-il souligné.
Chavez, qui s'était rendu en Syrie en 2006 et 2009, a souligné que c'était un "honneur" pour le Venezuela d'être le premier pays à accueillir Assad au cours de sa tournée latino-américaine qui le conduira également à Cuba, au Brésil et en Argentine. Chavez lui a réservé un accueil chaleureux samedi.
Les deux dirigeants devraient signer divers accords pendant le séjour d'Assad, principalement dans les domaines énergétique et alimentaire. Parmi eux figure la construction d'une raffinérie de pétrole près de la ville syrienne de Homs.
Selon des sources diplomatiques syriennes, la visite d'Assad doit aussi servir à resserrer les liens avec les Vénézuéliens d'origine syrienne, qui sont au nombre d'environ 700.000.
27/06/2010
http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=143952&language=fr

---

2-8 Quand la drogue devient une arme de guerre...

L'histoire se passe entre Israël et l'Egypte. Elle est racontée dans le dernier numéro de la revue XXI. C'est une histoire qui n'est jamais vraiment sortie dans la presse : elle a toujours été l'objet de la censure militaire en Israël...
De 1959 au milieu des années 80 (bien après les accords de Camp David donc), Israël a tenté d'inonder l'Egypte de drogue pour rendre accros les Egyptiens et affaiblir son armée. C'est "l'opération Toto". L'une des unités d'espions les plus prestigieuses de l'Etat hébreu, l'unité 504, était chargée de sa mise en oeuvre.
A l'époque, elle avait été approuvée par le Premier ministre lui-même, David Ben Gourion. Les participants avaient été convoqués dans un endroit inconnu, au centre d'Israël. On leur avait demandé d'accepter une mission supérieure sans en connaître le contenu.
Les routes empruntées pour le trafic étaient très variées, les sommes et les quantités de drogue impressionnantes. Un participant à l'opération Toto se souvient d'avoir voyagé avec plus d'un million de dollars en liquide pour les remettre à un cultivateur libanais. Les agents avaient tellement de drogue sur eux que, lorsqu'ils rencontraient les trafiquants pour négocier, il arrivait qu'on entretienne les feux de camp avec des ballots de haschich de plusieurs milliers de dollars. Un espion raconte que lorsqu'il rentrait chez lui, il se faisait engueuler par sa femme à cause de l'odeur tenace de drogue sur ses vêtements.
Tout cela a été gardé secret. Et les agents qui risquaient de parler, on les a fait taire de manière impitoyable. XXI raconte le cas d'un officier qui manifestait un comportement étrange à la fin des années 70 : il a terminé dans un asile de fous.
L'enquête de XXI est signée Benny Lévy. En marge de l'article, le rédacteur en chef Patrick de Saint-Exupéry souligne que ceux qui ont parlé aux journalistes risquent toujours l'emprisonnement. Le débat entre exigence de sécurité et nécessité de démocratie est loin d'être clos en Israël.
(ND : « Et le pays dont Israël redoute le plus l'action pour sa sécurité, c'est l'Iran »)...
Petit rappel de géographie... Au nord de l'Iran, sur les bords de la mer Caspienne, il y a l'Azerbaïdjan. Et si le terrain de guerre entre Israël et l'Iran, il était là ? C'est un article plein de bruits de bottes sur le site Slate.fr : "Américains, Israéliens et Iraniens se font face à la frontière de l'Azerbaïdjan".
C'est la conséquence du coup de froid entre Turquie et Israël. Le gouvernement de Tel Aviv a cherché un autre allié dans la région. Et il s'est rapproché de l'Azerbaïdjan. La frontière avec l'Iran s'étend sur 560 km.
Des avions militaires de l'Etat juif s'entraînent dans l'espace aérien. Des conseillers techniques militaires sont dans la zone. Plus encore, cet ancien satellite de l'Union Soviétique est désormais sous influence occidentale : des bases de l'OTAN y ont été installées, des troupes spéciales américaines également.
Côté iranien, des chars, de l'artillerie, des unités anti-aériennes et d'infanterie ont été vus se dirigeant vers le nord.
Sur Slate.fr, Jacques Benillouche se dit qu'il est possible que cette démonstration militaire préfigure de véritables discussions, maintenant que chacun a montré ses muscles. Et il conclut : "Ce serait la meilleure hypothèse".
http://sites.radiofrance.fr:80/franceinter/chro/larevuedepresse/index.php?id=93079

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières,les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.
" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19